

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2023/44703]

20 JUILLET 2023. — Décret portant diverses mesures relatives à l'enseignement (1)

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE 1^{er}. — Dispositions relatives à l'organisation générale de l'enseignement

CHAPITRE 1^{er}. — Disposition modifiant le décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre

Article 1^{er}. A l'article 98 du décret du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre, le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. Le recours est adressé par envoi recommandé ou par voie électronique à l'Administration qui le transmet au Président du Conseil de recours.

Une copie du recours introduit à l'Administration par envoi recommandé est adressée par les requérants, le même jour, également par lettre recommandée, au chef d'établissement concerné.

Celui-ci peut adresser à l'Administration tout document de nature à éclairer le Conseil de recours.

Il peut aussi transmettre au Conseil de recours un avis motivé sur le bien-fondé du recours.

L'Administration transmet ce document au Président du Conseil de recours.

Le Conseil de recours enjoint l'établissement de produire à son intention tout document estimé utile à sa prise de décision.

Il peut entendre toute personne qu'il juge nécessaire. Il peut se faire assister par des experts qu'il choisit.

A la demande du Conseil de classe, son président est entendu par le Conseil de recours. ».

CHAPITRE 2. — Dispositions modifiant le décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel

Art. 2. L'article 7, § 4, du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, le minimum de dix jours ouvrables ne s'applique pas aux :

1° membres du personnel et aux chefs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire et de promotion sociale organisés par la Communauté française, ainsi que des internats dépendant de ces établissements ;

2° membres du personnel subsidiés et aux pouvoirs organisateurs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire, secondaire artistique à horaire réduit et de promotion sociale subventionnés par la Communauté française ;

3° membres du personnel et aux directeurs des centres psycho-médico-sociaux organisés par la Communauté française ;

4° membres du personnel subsidié et aux pouvoirs organisateurs des centres psycho-médico-sociaux subventionnés par la Communauté française ;

5° aux membres du personnel administratif, aux membres du personnel de maîtrise, gens de métier et de service et aux chefs des établissements d'enseignement maternel, primaire, fondamental, secondaire et de promotion sociale organisés par la Communauté française ;

6° membres du personnel et aux administrateurs des internats autonomes et des homes d'accueil organisés par la Communauté française ;

7° membres du personnel et aux directeurs des centres de dépaysement et de plein air de la Communauté française ;

8° membres du personnel et au directeur du Centre d'autoformation et de formation continuée de l'enseignement de la Communauté française ;

9° membres du personnel et au directeur du Centre technique et pédagogique de l'enseignement de la Communauté française ;

10° membres du personnel et aux directeurs des Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux ;

11° membres de l'équipe pluridisciplinaire, telle que définie à l'article 1.3.1-1, 33/2°, du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire, des pôles territoriaux organisés ou subventionnés par la Communauté française. ».

Art. 3. L'article 8, § 3, du même décret est complété par un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, pour l'année scolaire 2022-2023, le délai de remise des documents visés au paragraphe 2 est prolongé jusqu'au 30 septembre 2023 concernant les demandes relatives à un usage de la bicyclette inférieur à 10 jours ouvrables par mois pour des trajets visés à l'article 7, § 1^{er}, introduites par les membres du personnel visés à l'article 7, § 4, alinéa 2. ».

A la demande du conseil de classe, son président est entendu par le Conseil de recours. ».

CHAPITRE 3. — Disposition modifiant le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire

Art. 4. Un nouvel alinéa 3 est ajouté à l'article 1.7.7-1. du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire :

« Sans préjudice des articles 1.7.9-4, 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7, 1.7.9-8 et 1.7.9-11, tout élève est réputé être réinscrit d'année en année dans la même école tant que ses parents ou lui-même s'il est majeur ne notifient pas par écrit leur décision de le/se désinscrire. ».

TITRE 2. — Dispositions diverses portant des mesures en vue de lutter contre la pénurie**CHAPITRE 1. — Dispositions modifiant le décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française**

Art. 5. Le paragraphe 6 de l'article 29 du décret du 11 avril 2014 réglementant les titres et fonctions dans l'enseignement fondamental et secondaire organisé et subventionné par la Communauté française est abrogé.

Art. 6. Un nouvel article 29/1, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

“ Article 29/1. § 1^{er}. Outre les voies décrétales et réglementaires d'application en matière de contrôle et de sanction des dispositions statutaires, le contrôle du respect de la priorité des titres au primo-recrutement s'effectue au moins deux fois par année scolaire au sein de chaque pouvoir organisateur.

§ 2. Dans l'enseignement subventionné, cette mission est confiée à l'organe local de concertation sociale existant au sein de chaque pouvoir organisateur, à savoir :

- dans l'enseignement officiel subventionné, au sein de la commission paritaire locale instituée par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 septembre 1995 relatif à la création, à la composition et aux attributions des commissions paritaires locales dans l'enseignement officiel subventionné ;

- dans l'enseignement fondamental libre subventionné, au sein de l'instance de concertation locale instituée, selon le cas, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 1996 rendant obligatoire la décision du 24 janvier 1996 de la Commission paritaire de l'Enseignement fondamental libre confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales, ou l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 mars 1996 rendant obligatoire la décision du 24 janvier 1996 de la Commission paritaire de l'enseignement spécial libre confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales compétente pour le niveau fondamental ou l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 juin 1999 rendant obligatoire la décision du 31 mai 1999 de la Commission paritaire de l'enseignement fondamental libre non confessionnel relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales ou, à défaut avec la délégation syndicale ;

- dans l'enseignement secondaire de plein exercice libre subventionné, avec la délégation syndicale ;

- dans l'enseignement secondaire de promotion sociale libre subventionné au sein de l'instance de concertation locale instituée, selon le cas, par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2020 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire centrale de l'enseignement libre confessionnel subventionné du 1^{er} février 2018 relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales ou par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 16 janvier 2020 donnant force obligatoire à la décision de la Commission paritaire de l'enseignement libre non confessionnel de promotion sociale du 1^{er} février 2018 relative à la création d'une instance de concertation locale entre pouvoirs organisateurs et délégations syndicales ou, à défaut avec la délégation syndicale.

La première séance porte sur la vérification du respect de la priorisation des titres pour les primo-recrutements visés au § 4 et effectués depuis le dernier contrôle de l'année scolaire précédente et jusqu'au 1^{er} octobre de l'année en cours et intervient avant le 31 décembre de l'année scolaire concernée.

Une deuxième séance est programmée entre le 15 avril et le 15 juin de l'année scolaire concernée afin d'effectuer ce contrôle sur les primo-recrutements visés au § 4 et effectués en cours d'année.

Le calendrier de ces réunions est fixé annuellement au sein de chaque organe local de concertation sociale lors de la dernière réunion de l'année scolaire précédente.

Les organes locaux de concertation sociale peuvent déterminer en leur sein des fréquences de contrôles supplémentaires sans excéder pour autant un contrôle par trimestre.

§ 3. Dans l'enseignement organisé par la Communauté française, cette mission s'effectue dans le cadre du contrôle des désignations prévu à l'article 25, § 2 de l'arrêté royal du 22 mars 1969 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant, du personnel auxiliaire d'éducation, du personnel paramédical des établissements d'enseignement gardien, primaire, spécial, moyen, technique, de promotion sociale et artistique de l'Etat, des internats dépendant de ces établissements et des membres du personnel du service d'inspection chargé de la surveillance de ces établissements.

§ 4. Les représentants syndicaux de l'instance visée au § 2 ou au § 3 peuvent adresser au Pouvoir organisateur une liste d'emplois pourvus par primo-recrutements pour lesquels un contrôle est demandé dans un délai de 10 jours ouvrables scolaires minimum avant la tenue de la réunion de contrôle sur les primo-recrutements.

Cette liste d'emplois pourvus par primo-recrutements indique :

- la fonction ;
- l'établissement ;
- le nom et le prénom du membre du personnel recruté dans l'emploi.

§ 5. Lors de ces contrôles sur les primo-recrutements, sont présentés par le Pouvoir organisateur, en regard de chacun des emplois ayant fait préalablement l'objet de la demande de contrôle visée au § 4, les indications suivantes :

a) l'identification précise de l'emploi avec mention de :

- la fonction ;
- la durée de l'emploi, avec indication de la date de début et de la date de fin ;
- le caractère définitivement ou temporairement vacant de l'emploi ;
- le volume de l'emploi ;
- l'établissement.

b) le nom et le prénom du membre du personnel recruté avec :

- indication de son titre dans ses différentes composantes et de la qualité du titre (requis, suffisant, pénurie, autre) du membre du personnel recruté ;

- le cas échéant, avec mention de l'usage éventuel d'une dérogation à la priorisation des titres, telles que prévues par les articles 31*bis* à 35 avec l'indication des éléments permettant d'attester que le membre du personnel recruté répond bien à ces conditions ;

- le cas échéant, mise à disposition de la copie de la pièce justificative prévue aux articles 29 et 29*bis* invoquant le type de motif d'exception invoqué, conformément aux articles 30 et 31, à l'encontre des éventuels candidats mieux titrés ayant marqué leur disponibilité pour la même fonction et/ou le même emploi.

c) la liste de l'ensemble des candidatures connues du pouvoir organisateur pour chacun des primo-recrutements visés dans la liste visée au § 4 dont le membre du personnel visé sous b) était porteur d'un autre titre que requis, avec l'indication pour chaque candidat de son titre dans ses différentes composantes et de la qualité du titre (suffisant, pénurie, autre).

Dans le cas d'un primo-recrutement en faveur d'un membre du personnel porteur d'un autre titre que le titre requis, suffisant ou de pénurie, la mise à disposition de la copie de la pièce justificative prévue aux articles 29 et 29*bis* remplit cette obligation.

§ 6 La présence de techniciens est admise lors de la séance. Leur nombre est limité à un par organisation pour ce qui concerne les organisations syndicales.

§ 7. Les documents et données communiqués à cette occasion ne peuvent être ni transmis, ni transférés à des tiers ni utilisés à une autre fin que la mission de contrôle prévue dans le présent article.

§ 8 Le responsable du traitement et de la conservation de ces données est le pouvoir organisateur. Ces données ne pourront être conservées pendant plus de cinq ans.

§ 9 Par dérogation, jusqu'au premier jour de l'année scolaire 2026-2027, les informations mentionnées au § 5 ne devront être fournies que dans le cas du primo-recrutement d'un membre du personnel porteur d'un autre titre que le titre requis ou suffisant. ».

CHAPITRE 2. — *Disposition modifiant le décret du 17 juillet 2020 portant des mesures en vue de lutter contre la pénurie*

Art. 7. Dans l'article 126, alinéa 2 du décret du 17 juillet 2020 portant des mesures en vue de lutter contre la pénurie, les mots " premier jour de l'année scolaire 2023-2024 " sont remplacés par les mots " premier jour de l'année scolaire 2026-2027 ".

TITRE 3. — *Dispositions spécifiques à l'enseignement spécialisé et modifiant le décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé*

Art. 8. L'article 8*quater*, alinéa 2, du décret du 3 mars 2004 organisant l'enseignement spécialisé, est remplacé par ce qui suit :

" Une classe à visée inclusive est un groupe classe d'élèves à besoins spécifiques inscrits dans l'enseignement spécialisé de type 2 porteurs ou non d'autisme ou de type 3 pour les élèves porteurs d'autisme implantée au sein d'une école de l'enseignement ordinaire. Dans ce dernier cas, la production d'une attestation émanant d'un organisme spécialisé dans le domaine de l'autisme stipulant que l'élève inscrit dans l'enseignement spécialisé de type 3 est porteur d'autisme, est exigée. L'objectif premier pour les élèves qui participent à ce type de projet consiste en une inclusion sociale et relationnelle en vue d'acquérir divers apprentissages dans un milieu scolaire de vie ordinaire. ».

Art. 9. Dans le même décret, il est inséré un article 8*quinquies*, rédigé comme suit :

" Article 8*quinquies*. - L'enseignement spécialisé peut être organisé au niveau fondamental et secondaire sous la forme d'une structure scolaire d'aide à la socialisation ou à la resocialisation (SSAS). ».

Art. 10. A l'article 12, § 1^{er}, dernier alinéa, du même décret il est ajouté un troisième tiret, rédigé comme suit :

" - soit, entre le 28 août 2023 et le 15 juin 2029, l'élève fréquente l'enseignement secondaire ordinaire et dispose de son CEB et d'une attestation d'orientation vers l'enseignement spécialisé de type 8. Dans ce cas, cette inscription est soumise à :

1° l'avis conjoint du conseil de classe de l'école d'enseignement secondaire ordinaire, du centre PMS compétent de cette école et le cas échéant, du pôle territorial qui précise que l'accompagnement et les aménagements raisonnables mis en place se sont révélés insuffisants pour assurer l'apprentissage adapté aux besoins spécifiques de l'élève et que, l'élève peut être orienté vers l'enseignement secondaire spécialisé ;

2° l'accord des parents ou de la personne investie de l'autorité parentale si l'élève est mineur ou de l'élève s'il est majeur. ».

Art. 11. L'article 103 du même décret est complété par un alinéa 3 rédigé comme suit:

" Les élèves visés au 3° de l'alinéa 1^{er} peuvent bénéficier de l'encadrement du personnel paramédical, social et psychologique uniquement dans le cadre de l'utilisation des reliquats visés à l'article 165. ».

Art. 12. A l'article 195, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, le point 2° est remplacé par ce qui suit :

" 2° atteindre pour chaque type pris séparément 150 % de la norme de rationalisation prévue aux articles 189 et 190. Par dérogation, pour l'enseignement spécialisé de type 2, la norme de rationalisation est de 100% durant les années scolaires 2023-2024 à 2025-2026 ; ».

Art. 13. A l'article 196 du même décret, l'alinéa 10 est complété par la phrase suivante:

" Cette demi-charge est accordée dès que l'implantation compte 7 élèves, et ce dès le premier jour de l'année scolaire ou pendant 10 jours ouvrables consécutifs, quel que soit le moment de l'année ou aux différentes dates de comptage. ».

Art. 14. A l'article 209 du même décret, l'alinéa 9 est complété par la phrase suivante :

« Cette demi-charge est accordée dès que l'implantation compte 7 élèves, et ce dès le premier jour de l'année scolaire ou pendant 10 jours ouvrables consécutifs, quel que soit le moment de l'année ou aux différentes dates de comptage. ».

TITRE 4. — Dispositions spécifiques à l'enseignement qualifiant

Art. 15. Dans l'article 9 du décret du 20 juillet 2022 relatif au parcours d'enseignement qualifiant, il est inséré un troisième alinéa rédigé comme suit :

« Les semaines-projet peuvent être utilisées pour les remédiations différées. Dans les profils de certification, les durées des UAA sont calibrées de telle manière que leur addition par année scolaire soit comprise entre 25 et 27 semaines, laissant la possibilité d'organiser en plus jusqu'à 5 semaines pour les semaines-projets des établissements, en application de l'article 54 du décret du 24 juillet 1997 précité. ».

Art. 16. Dans l'article 16 du même décret, il est inséré un point aa), rédigé comme suit :

« aa) dans le 1^o, a), les termes « ou de l'enseignement secondaire technique de qualification ou artistique de qualification » sont ajoutés après les termes « dans une de ces formes d'enseignement ». ».

Art. 17. L'article 61 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les articles 8, 15 et 16, b) et c) entrent en vigueur le 28 août 2023. ».

Art. 18. L'article 62 du même décret est remplacé par ce qui suit :

« Les articles 16, a) et aa) et 17, b, c) et d) entrent en vigueur le 26 août 2024. ».

TITRE 5. — Disposition spécifique à l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit

Art. 19. L'article 31, § 3, du décret du 2 juin 1998 organisant l'enseignement secondaire artistique à horaire réduit subventionné par la Communauté française, est complété par un 5^{ème} alinéa et un 6^{ème} alinéa rédigés de la manière suivante :

« À partir du 28 août 2023 et durant une période transitoire de 4 années scolaires, le calcul de la dotation précisé à l'alinéa 2 est modifié. Les augmentations et les réductions de périodes de cours subventionnables consécutives à l'application du § 2 sont :

1^o suspendues lorsque la différence entre la dotation calculée pour la nouvelle année scolaire et celle attribuée pour l'année scolaire précédente se situe dans un intervalle compris entre plus 8 % et moins 12 % de la valeur de la dotation attribuée pour l'année scolaire précédente ;

2^o limitées dans les autres cas à la partie excédant 8 % en positif et 12 % en négatif de la valeur de la dotation attribuée pour l'année scolaire précédente.

Les effets de cette disposition seront évalués à l'issue de la deuxième année scolaire.

Le maintien de la limitation des réductions de périodes à 25 % de leur valeur et la redistribution au prorata de ces réductions sont confirmés. ».

TITRE 6. — Disposition finale

Art. 20. Le présent décret entre en vigueur le 28 août 2023, à l'exception :

- de l'article 1^{er}, qui produit ses effets le 1^{er} juin 2023 ;
- des articles 2 et 3, qui produisent leurs effets le 29 août 2022.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 20 juillet 2023.

Le Ministre-Président, en charge des Relations internationales, des Sports
et de l'Enseignement de Promotion sociale,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique, de l'Égalité des chances
et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture, des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche scientifique, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la Jeunesse, des Maisons de justice, de la Jeunesse et de la Promotion de Bruxelles,
F. BERTIEAUX

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

—
Note

(1) *Session 2022-2023*

Documents du Parlement. – Proposition de décret, n° 565-1. – Rapport de commission, n° 565-2 – Amendement(s) en séance, n° 565-3 – Texte adopté en séance plénière, n° 565-4

Compte rendu intégral. – Discussion et adoption. – Séance du 19 juillet 2023.

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2023/44703]

20 JULI 2023. — Decreet houdende diverse maatregelen met betrekking tot het onderwijs (1)

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt:

TITEL 1. — Bepalingen betreffende de algemene organisatie van het onderwijs

HOOFDSTUK 1. — Bepalingen tot wijziging van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om deze opdrachten te verwezenlijken

Artikel 1. In artikel 98 van het decreet van 24 juli 1997 tot bepaling van de prioritaire opdrachten van het basis- en secundair onderwijs en tot organisatie van de structuren om deze opdrachten te verwezenlijken, wordt paragraaf 2 vervangen door hetgeen volgt:

“§ 2. Het beroep wordt bij aangetekende brief of langs elektronische weg aan de Administratie toegezonden, die het doorzendt aan de voorzitter van de beroepscommissie.

Een kopie van het beroep dat per aangetekende post bij de administratie is ingediend, wordt door de verzoekende personen, eveneens per aangetekende post, dezelfde dag, naar het hoofd van de betrokken school gestuurd.

Het hoofd kan de Administratie alle documenten laten toekomen om voor de Commissie van beroep de zaak te verduidelijken.

Hij kan de Commissie van beroep tevens een met redenen omkleed advies sturen over de gegrondheid van het beroep.

De Administratie stuurt dit document naar de voorzitter van de beroepscommissie.

De beroepscommissie zal de instelling vragen alle documenten over te leggen die zij nuttig acht voor het treffen van haar beslissing.

Zij kan elke persoon horen die zij noodzakelijk acht. Zij kan zich laten bijstaan door deskundigen van haar keuze.

Op verzoek van de klassenraad wordt de voorzitter gehoord door de beroepscommissie.

HOOFDSTUK 2. — Bepalingen tot wijziging van het besluit van 17 juli 2003 betreffende een bijdrage in de kosten van openbaar vervoer en/of het gebruik van fietsen door personeelsleden

Art. 2. Artikel 7, § 4, van het decreet van 17 juli 2003 betreffende de tegemoetkoming in de kosten van openbaar vervoer en/of het gebruik van fietsen door personeelsleden wordt aangevuld met een nieuw lid dat als volgt luidt:

“In afwijking van lid 1 is het minimum van tien werkdagen niet van toepassing op:

1° de personeelsleden en hoofden van de instellingen voor kleuter-, lager, basis-, secundair onderwijs en onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap, alsook van de internaten die van deze instellingen afhangen;

2° de gesubsidieerde personeelsleden en inrichtende machten van kleuter-, lager, basis-, secundair, secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan en voor sociale promotie gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

3° personeelsleden en directeurs van PMS-centra georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

4° het gesubsidieerde personeel en de inrichtende machten van de PMS-centra gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

5° de leden van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstponeel en de hoofden van de instellingen voor kleuteronderwijs, lager onderwijs, basisonderwijs, secundair onderwijs en onderwijs voor sociale promotie georganiseerd door de Franse Gemeenschap;

6° personeelsleden en bestuurders van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde onafhankelijke internaten en opvangjeugdtehuizen;

7° de personeelsleden en directeurs van de recreatie- en openluchtcentra van de Franse Gemeenschap;

8° personeelsleden en de directeur van het “Centre d’autoformation et de formation continuée de l’enseignement de la Communauté française”;

9° personeelsleden en de directeur van het “Centre technique et pédagogique de l’enseignement de la Communauté française”;

10° personeelsleden en directeurs van de “Centres techniques de la Communauté française de Strée et de Gembloux”;

11° de leden van het multidisciplinair team, zoals bepaald in artikel 1.3.1-1, 33/2°, van Het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs, van de territoriale clusters georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap.”

Art. 3. Artikel 8, § 3, van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een nieuw lid dat luidt als volgt:

“In afwijking van de derde paragraaf, eerste lid, wordt voor het schooljaar 2022-2023 de termijn voor de indiening van de in de tweede paragraaf bedoelde documenten verlengd tot 30 september 2023 voor de aanvragen met betrekking tot het gebruik van de fiets voor minder dan 10 werkdagen per maand voor de verplaatsingen bedoeld in artikel 7, § 1, ingediend door de personeelsleden bedoeld in artikel 7, § 4, tweede lid.

Op verzoek van de klassenraad wordt de voorzitter gehoord door de beroepscommissie.”

HOOFDSTUK 3. — Bepaling tot wijziging van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs

Art. 4. Een nieuw lid wordt toegevoegd aan artikel 1.7.7-1. van het Wetboek voor het basis- en secundair onderwijs:

“Onverminderd de artikelen 1.7.9-4, 1.7.9-5, 1.7.9-6, 1.7.9-7, 1.7.9-8 en 1.7.9-11 worden alle leerlingen geacht jaar na jaar opnieuw op dezelfde school te zijn ingeschreven totdat hun ouders, of de leerling indien deze meerderjarig is, schriftelijk te kennen geven dat zij besluiten hun inschrijving in te trekken.”

TITEL 2. — Diverse bepalingen betreffende de maatregelen ter bestrijding van tekorten

HOOFDSTUK 1. — *Bepalingen tot wijziging van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 5. Paragraaf 6 van artikel 29 van het decreet van 11 april 2014 tot regeling van de bekwaamheidsbewijzen en ambten in het basis- en secundair onderwijs georganiseerd en gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt opgeheven.

Art. 6. Een nieuw artikel 29/1, geformuleerd als volgt, wordt ingevoegd in hetzelfde decreet:

“Artikel 29/1 § 1. Naast de decreten en verordeningen tot toepassing van de controle en de bekrachtiging van de bepalingen van het statuut, controleert elke inrichtende macht minstens tweemaal per schooljaar de naleving van de voorrang van de kwalificaties bij de eerste aanwerving.

§ 2. In het gesubsidieerd onderwijs wordt deze taak toevertrouwd aan het lokaal sociaal overlegorgaan dat bestaat binnen elke inrichtende overheid, namelijk:

- in het officieel gesubsidieerd onderwijs, binnen de plaatselijke paritaire commissie ingesteld bij het decreet van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 september 1995 betreffende de oprichting, de samenstelling en de bevoegdheden van de plaatselijke paritaire commissies in het officieel gesubsidieerd onderwijs;

- in het gesubsidieerd vrij basisonderwijs, in het lokaal overlegorgaan dat, naar gelang van het geval, werd opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1996 dat de beslissing van 24 januari 1996 van de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel basisonderwijs, betreffende de oprichting van een plaatselijk overlegorgaan tussen de inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen, bindend verklaart, of het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 maart 1996 dat de beslissing van 24 januari 1996 van de Paritaire Commissie voor het vrij confessioneel buitengewoon onderwijs betreffende de oprichting van een plaatselijk overlegorgaan tussen inrichtende machten en vakbondsafvaardigingen, bevoegd voor het basisonderwijs, bindend verklaart of het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 juni 1999 waarbij de beslissing van 31 mei 1999 van de Paritaire Commissie voor het niet-confessioneel vrij basisonderwijs betreffende de oprichting van een plaatselijke instantie voor overleg tussen de inrichtende machten en de syndicale afvaardigingen verplicht wordt verklaard of, bij ontstentenis, met de syndicale afvaardiging;

- in het gesubsidieerd vrij secundair onderwijs met volledig leerplan, met de vakbondsdelegatie;

- in het gesubsidieerd vrij secundair onderwijs voor sociale promotie binnen het in voorkomend geval lokaal overlegorgaan, opgericht bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2020 waarbij verbindend wordt verklaard de beslissing van de Centrale paritaire commissie van het gesubsidieerd confessioneel vrij onderwijs van 1 februari 2018 betreffende de oprichting van een plaatselijke overleginstantie tussen de inrichtende machten en de vakbondsdelegaties of bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 16 januari 2020 waarbij verbindend wordt verklaard de beslissing van de Paritaire Commissie van het niet-confessioneel vrij onderwijs voor sociale promotie van 1 februari 2018 betreffende de oprichting van een plaatselijke overleginstantie tussen de inrichtende machten en de vakbondsdelegatie of, bij ontstentenis, met de vakbondsafvaardiging.

De eerste sessie is gewijd aan het controleren van de naleving van de prioritering van bekwaamheidsbewijzen voor de eerste aanwervingen bedoeld in § 4 en uitgevoerd sinds de laatste inspectie van het vorige schooljaar en tot 1 oktober van het lopende jaar, en vindt plaats vóór 31 december van het schooljaar in kwestie.

Een tweede sessie wordt gepland tussen 15 april en 15 juni van het bedoelde schooljaar om deze controle uit te voeren op de nieuwe aanwervingen waarnaar wordt verwezen in § 4 en die tijdens het jaar zijn gebeurd.

Het tijdschema voor deze vergaderingen wordt jaarlijks vastgesteld door elk lokaal sociaal overlegorgaan tijdens de laatste vergadering van het voorgaande schooljaar.

De lokale sociale overlegorganen kunnen bijkomende inspectiefrequenties bepalen, met een maximum van één inspectie per kwartaal.

§ 3 In het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs wordt deze opdracht uitgevoerd in het kader van de controle op de aanstellingen bedoeld in artikel 25, § 2, van het koninklijk besluit van 22 maart 1969 tot vaststelling van het statuut van de leden van de bestuurs- en onderwijzend personeel, van het opvoedend hulppersoneel, van het paramedisch personeel der inrichtingen voor kleuter-, lager, buitengewoon, middelbaar, technisch onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en kunstonderwijs van de Staat, alsmede der internaten die van deze inrichtingen afhangen en van de leden van de inspectiedienst die belast is met het toezicht op deze inrichtingen.

§ 4 De vakbondsafgevaardigden van de in § 2 of § 3 bedoelde instantie kunnen de inrichtende macht ten minste tien schoolwerkdagen vóór de evaluatievergadering over de initiële aanwerving een lijst toezenden van de via de initiële aanwerving vervulde ambten waarvoor herziening wordt gevraagd.

Deze lijst met vacatures ingevuld door eerste aanwervingen laat zien:

- het ambt;
- de inrichting;
- de naam en voornaam van het personeelslid dat voor de betrekking is aangeworven.

§ 5 Tijdens deze controles van nieuwe aanwervingen verstrekt de inrichtende macht de volgende informatie voor elk van de ambten waarvoor een verzoek tot controle als bedoeld in § 4 is ingediend:

a) nauwkeurige identificatie van de betrekking, met vermelding van:

- het ambt;
- duur van het dienstverband, met begin- en einddatum;
- of de post permanent of tijdelijk vacant is;
- werkgelegenheidsvolume;
- de vestiging.

b) de naam en voornaam van het aangeworven personeelslid, met:

- vermelding van de verschillende onderdelen van de kwalificatie en de kwaliteit van de kwalificatie (vereist, voldoende, tekort, andere) van het aangeworven personeelslid;

- in voorkomend geval, met een verwijzing naar het mogelijke gebruik van een afwijking van de prioriteitsstelling voor kwalificaties, zoals bepaald in de artikelen 31 bis tot en met 35, met vermelding van de informatie die nodig is om te certificeren dat het aangeworven personeelslid aan deze voorwaarden voldoet;

- in voorkomend geval, overlegging van een kopie van het in de artikelen 29 en 29 bis bedoelde bewijsstuk waarin het soort uitzondering wordt ingeroepen overeenkomstig de artikelen 30 en 31 ten aanzien van beter gekwalificeerde kandidaten die hebben aangegeven beschikbaar te zijn voor hetzelfde ambt en/of dezelfde betrekking.

c) de lijst van alle sollicitaties die bij de inrichtende macht bekend zijn voor elk van de eerste aanwervingen bedoeld in de lijst vermeld in § 4, waarvoor het personeelslid bedoeld onder *b)* een ander bekwaamheidsbewijs bezat dan de vereiste kwalificatie, met voor elke sollicitant vermelding van de verschillende onderdelen van zijn kwalificatie en de kwaliteit van de kwalificatie (voldoende, onvoldoende, andere).

Bij de eerste aanwerving van een personeelslid met een andere kwalificatie dan de vereiste, toereikende of ontoereikende kwalificatie, wordt aan deze verplichting voldaan door het verstrekken van een kopie van het bewijsstuk als bedoeld in de artikelen 29 en 29bis.

§ 6 Technici mogen de vergadering bijwonen. Hun aantal is beperkt tot één per organisatie voor zover het de vakbonden betreft.

§ 7 De bij deze gelegenheid verstrekte documenten en gegevens mogen niet worden doorgegeven of overgedragen aan derden of worden gebruikt voor enig ander doel dan de controleopdracht waarin dit artikel voorziet.

§ 8 De persoon die verantwoordelijk is voor het verwerken en opslaan van deze gegevens is de inrichtende macht. De gegevens mogen niet langer dan vijf jaar worden bewaard.

§ 9 Bij wijze van afwijking moet de in § 5 vermelde informatie tot de eerste dag van het schooljaar 2026-2027 alleen worden verstrekt bij de eerste aanwerving van een personeelslid met een andere kwalificatie dan de vereiste of toereikende kwalificatie.

HOOFDSTUK 2. — *Bepaling tot wijziging van het decreet van 17 juli 2020 houdende maatregelen ter bestrijding van de tekorten*

Art. 7. In artikel 126, tweede lid, van het decreet van 17 juli 2020 houdende maatregelen ter bestrijding van tekorten worden de woorden "eerste dag van het schooljaar 2023-2024" vervangen door de woorden "eerste dag van het schooljaar 2026-2027".

TITEL 3. — Specifieke bepalingen voor het gespecialiseerd onderwijs en tot wijziging van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs

Art. 8. Artikel 8^{quater}, tweede lid, van het decreet van 3 maart 2004 houdende de organisatie van het gespecialiseerd onderwijs wordt vervangen door hetgeen volgt:

"Een inclusieve klas is een klasgroep leerlingen met speciale behoeften die zijn ingeschreven in het gespecialiseerd onderwijs type 2 met of zonder autisme, of in type 3 voor leerlingen met autisme binnen een gewone school. In het laatste geval moet een attest van een organisatie die gespecialiseerd is in autisme worden overgelegd waarin staat dat de leerling die is ingeschreven in het gespecialiseerd onderwijs type 3 drager is van autisme. Het primaire doel voor leerlingen die deelnemen aan dit type project is sociale en relationele inclusie, met het oog op het verwerven van een verscheidenheid aan vaardigheden in een gewone schoolomgeving."

Art. 9. In hetzelfde decreet wordt een artikel 8^{quinquies} ingevoegd, dat als volgt luidt:

"Artikel 8^{quinquies}. - Het gespecialiseerd onderwijs kan op basis- en secundair niveau worden georganiseerd in de vorm van een schoolstructuur voor hulp tot socialisatie of resocialisatie (SSAS)".

Art. 10. Aan het laatste lid van artikel 12, § 1, van hetzelfde decreet wordt een derde streepje toegevoegd, dat als volgt luidt:

"- of, tussen 28 augustus 2023 en 15 juni 2029 gaat de leerling naar het gewoon secundair onderwijs en heeft hij een basisstudiegetuigschrift en een verwijzingsbewijs voor het gespecialiseerd onderwijs type 8. In dit geval is de inschrijving onderworpen aan:

1° het gezamenlijk advies van de klassenraad van de gewone secundaire school, het relevante PMS-centrum van die school en, indien van toepassing, het territoriale cluster, waarin staat dat de geboden ondersteuning en redelijke aanpassingen onvoldoende zijn gebleken om te zorgen voor een onderwijs dat is aangepast aan de specifieke behoeften van de leerling en dat de leerling kan worden doorverwezen naar gespecialiseerd secundair onderwijs;

2° de instemming van de ouders of de persoon die het ouderlijk gezag uitoefent als de leerling minderjarig is, of van de leerling als hij meerderjarig is."

Art. 11. Artikel 103 van hetzelfde decreet wordt aangevuld met een lid 3 dat als volgt luidt:

"De leerlingen bedoeld in 3° van het eerste lid kunnen enkel de omkadering genieten van paramedisch, sociaal en psychologisch personeel in het kader van het gebruik van de saldi bedoeld in artikel 165."

Art. 12. In artikel 195, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt punt 2° vervangen door wat volgt:

"2° voor elk type afzonderlijk 150% van de rationalisatienorm, bedoeld in de artikelen 189 en 190, bereiken. In afwijking hiervan bedraagt de rationalisatienorm voor het gespecialiseerd onderwijs van type 2, 100% tijdens de schooljaren 2023-2024 tot 2025-2026;"

Art. 13. In artikel 196 van hetzelfde decreet wordt aan lid 10 de volgende zin toegevoegd:

“Deze halve opdracht wordt toegekend zodra de school 7 leerlingen heeft, vanaf de eerste dag van het schooljaar gedurende 10 opeenvolgende werkdagen, ongeacht de tijd van het jaar of de verschillende teldatums.”.

Art. 14. In artikel 209 van hetzelfde decreet wordt aan lid 9 de volgende zin toegevoegd:

“Deze halve opdracht wordt toegekend zodra de school 7 leerlingen telt, vanaf de eerste dag van het schooljaar gedurende 10 opeenvolgende werkdagen, ongeacht de tijd van het jaar of de verschillende teldatums.”.

TITEL 4. — *Specifieke bepalingen voor het kwalificerend onderwijs*

Art. 15. In artikel 9 van het decreet van 20 juli 2022 betreffende het kwalificerend onderwijstraject wordt een derde lid ingevoegd, dat luidt als volgt:

“Projectweken kunnen worden gebruikt voor uitgesteld remediërend werk. In de certificatieprofielen zijn de looptijden van UAA zo gekalibreerd dat ze optellen tot 25 à 27 weken per schooljaar, waarbij de mogelijkheid wordt opengelaten om tot 5 extra weken te organiseren voor schoolprojectweken, in toepassing van artikel 54 van het voornoemde decreet van 24 juli 1997”.

Art. 16. In artikel 16 van hetzelfde decreet wordt een punt aa) ingevoegd, dat als volgt luidt:

“aa) in 1°, a), worden de woorden “of kwalificerend technisch secundair onderwijs of kwalificerend artistiek secundair onderwijs” toegevoegd na de woorden “in één van deze onderwijsvormen”.

Art. 17. Artikel 61 van het decreet wordt vervangen door wat volgt:

“De artikelen 8, 15 en 16, onder b) en c), treden in werking op 28 augustus 2023.”.

Art. 18. Artikel 62 van het decreet wordt vervangen door wat volgt:

“Artikel 16, onder a) en aa), en artikel 17, onder b), c) en d), treden in werking op 26 augustus 2024.”.

TITEL 5. — *Specifieke bepalingen voor kunstonderwijs in het secundair onderwijs met beperkt leerplan*

Art. 19. Artikel 31, § 3, van het decreet van 2 juni 1998 betreffende de organisatie van het secundair kunstonderwijs met beperkt leerplan gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt aangevuld met een 5e lid en een 6e lid, die als volgt luiden:

“Vanaf 28 augustus 2023 en gedurende een overgangperiode van 4 schooljaren wordt de berekening van de in § 2 vermelde dotatie gewijzigd. De verhogingen en verlagingen van de subsidiabele lestijden die voortvloeien uit de toepassing van § 2 zijn:

1° geschorst als het verschil tussen de subsidie berekend voor het nieuwe schooljaar en de subsidie toegekend voor het vorige schooljaar tussen plus 8% en min 12% van de waarde van de subsidie toegekend voor het vorige schooljaar ligt;

2° in de andere gevallen beperkt tot het gedeelte dat meer bedraagt dan 8% positief en 12% negatief van de waarde van de subsidie toegekend voor het voorgaande schooljaar.

De effecten van deze bepaling zullen aan het einde van het tweede schooljaar worden geëvalueerd.

De beperking van periodeverlagingen tot 25% van hun waarde en de herverdeling van deze verlagingen op pro rata basis worden bevestigd.

TITEL 6. — *Slotbepaling*

Art. 20. Dit decreet treedt in werking op 28 augustus 2023, met uitzondering van:

- artikel 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 juni 2023;
- de artikelen 2 en 3, die uitwerking hebben met ingang van 29 augustus 2022.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 20 juli 2023.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen, Sport
en het Onderwijs voor Sociale Promotie,

P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en het Toezicht op “Wallonie-Bruxelles Enseignement”,

F. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,

B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Wetenschappelijk Onderzoek, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd en de Promotie van Brussel,

F. BERTIEAUX

De minister van Onderwijs,

C. DESIR

—
Nota

(1) *Zitting 2022-2023*

Stukken van het Parlement.

- Ontwerpdecreet, nr. 565-1.

- Commissieverslag, n° 565-2.

- Amendement(en) tijdens de vergadering, n° 565-3.

Tekst aangenomen tijdens de plenaire vergadering, n° 565-4.

Integraal verslag. - Bespreking en aanneming. - Vergadering van 19 juli 2023.